

Études internationales



Touraine, Alain, *Université et société aux États-Unis*, Éd. Du Seuil (Coll. Sociologie), 1972, 303 p.

Fernand Dumont

Volume 5, numéro 1, 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700428ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700428ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dumont, F. (1974). Compte rendu de [Touraine, Alain, *Université et société aux États-Unis*, Éd. Du Seuil (Coll. Sociologie), 1972, 303 p.] *Études internationales*, 5(1), 176-177. <https://doi.org/10.7202/700428ar>

apprendra beaucoup de choses. L'auteur le reconnaît volontiers, elle s'inspire largement de ces études, fort peu connues par ailleurs en France. La somme de renseignements factuels, d'entrevues, l'agencement des données méritent par contre que tout lecteur intéressé aux relations internationales s'y arrête et en fasse même pour un temps – pourquoi pas ? – son livre de chevet. L'auteur a d'abord voulu mesurer le degré d'autonomie de ce groupe de treize États francophones par rapport à la France, qu'on soupçonnait en 1960 de vouloir organiser une solidarité franco-africaine à l'ONU. Cette réputation de francophilie des leaders africains était pleinement justifiée, l'auteur le démontre dans les cent premières pages de son ouvrage, cent pages importantes comme matériau d'analyse de la francophonie. Elle s'efforce surtout, ensuite, d'apprécier la spécificité du comportement politique du groupe à travers l'analyse de ses interventions, celle du parrainage des projets de résolution et des votes, celle enfin des positions adoptées sur trois questions-clés de l'activité onusienne des années 1960-66 : Algérie, Congo-Léopoldville, représentation de la Chine.

Ici se situe, on le devinera, le seul reproche que l'on peut faire à l'ouvrage. Il n'est pas contemporain, les cas étudiés sont lointains, l'étude du cas chinois s'arrête à 1966. En 1974, l'ouvrage n'a guère plus d'intérêt pour le grand public. Pour le chercheur, je le répète, il demeure un outil précieux.

Jacques BENJAMIN

*Professeur invité de science politique,
Université de la Colombie-Britannique*

TOURAINÉ, Alain, *Université et société aux États-Unis*, Éd. du Seuil (Coll. Sociologie), 1972, 303p.

Parmi les nombreux travaux sociologiques consacrés depuis quelques années aux universités, ce livre d'Alain Touraine est d'un intérêt exceptionnel. Son premier mérite est de se situer dans un large contexte : au lieu de braquer étroitement le regard sur la crise actuelle, en particulier sur la contestation étudiante, l'auteur se donne du champ historique et considère

d'abord dans son ensemble l'évolution du rôle de l'université dans la société américaine. En outre, l'analyse repose sur un outillage conceptuel élaboré : se trouve ainsi écarté le risque, particulièrement insidieux en la matière, de prélever plus ou moins arbitrairement des traits de conjoncture pour les porter au rang de variables sans modèle qui puisse permettre d'en juger. Enfin, l'auteur a utilisé une abondante documentation, il fait état des hypothèses les plus importantes déjà formulées par les chercheurs : ce qui nous vaut une discussion extrêmement suggestive.

Dans la ligne de ses recherches antérieures, Touraine propose trois niveaux d'analyse du monde universitaire. En premier lieu, l'université est impliquée dans la création du champ culturel de la société, en particulier dans l'élaboration de modèles de connaissance ; ces modèles ne sont pas, comme tels, le propre d'une classe mais ils font l'objet des conflits de classes qui luttent pour leur appropriation comme elles le font pour les moyens de production. En deuxième lieu, l'université traduit les modèles de connaissance et les rapports de classe en décisions. Enfin, au troisième niveau, l'université est une organisation où se retrouvent à la fois activité technique et idéologies.

Projetés sur l'histoire des universités américaines depuis un siècle, ces trois niveaux servent à en caractériser les grandes phases. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, en gros, l'université assume des fonctions qui relèvent avant tout du deuxième niveau : elle forme l'élite qui préside au développement rapide de la société américaine, elle s'adapte à des demandes nombreuses et variées. Ensuite, c'est le troisième niveau qui devient prépondérant : l'université contribue à assurer l'emprise de la classe dominante, en particulier par son insistance sur l'éducation et la culture générale. Plus récemment, par suite de l'extraordinaire expansion de la recherche, les liens plus étroits avec l'État et la politique, le premier niveau se trouve en évidence : l'université est plus que jamais le lieu de production de la connaissance et de modèles culturels nouveaux ; sa tâche de socialisation diminue pour autant.

Dans cette perspective, la crise de l'Université américaine prend toute sa signification. Faute de pouvoir résumer une analyse com-

plexe et nuancée, retenons du moins l'essentiel du diagnostic : « Si on admet que notre type de société donne de plus en plus d'importance aux formes d'organisation et de gestion des rapports sociaux, des rapports des hommes entre eux, alors que la société antérieure plaçait en son centre l'organisation de l'action sur la nature, si on admet que notre développement dépend plus du système de communication que des sources d'énergie, il n'y a plus de différence de nature entre le domaine de la « production » et celui de l'éducation, ou celui de l'information, etc. (...) L'Université n'est plus seulement le lieu de l'idéologie, elle est aussi celui de la production et donc des choix politiques. Ce qui distingue le mouvement étudiant aux États-Unis de celui des étudiants japonais ou français, c'est qu'il se place dans un système universitaire modernisé et solide et donc que les thèmes *affirmatifs*, l'innovation culturelle, l'image d'un type nouveau d'homme et de relations humaines y sont mieux dessinés que dans d'autres pays, tandis que les thèmes *négatifs* ou critiques y sont moins fortement constitués » (pp. 258-259).

Touraine ne se borne pas à un diagnostic. Il envisage en terminant, d'une manière un peu trop abstraite à mon gré, les issues possibles de la crise. Parmi celles-ci, il opte à la fois pour une diversification des fonctions qui serait clairement formulée par les universités et un contrôle démocratique des institutions par les universitaires et les étudiants, « convaincus que leur rôle social principal est d'être un pouvoir contre le pouvoir, une institution contre les institutions, la connaissance contre l'idéologie » (p. 278). C'est un bel idéal, mais est-il réalisable ? L'intégration de plus en plus étroite du savoir à la production sociale, si fortement soulignée par Touraine lui-même, ne va-t-elle pas à l'encontre d'un pareil projet ? Sans compter, et là-dessus l'auteur me paraît trancher trop abruptement, que ce rôle de production pour être sans doute prédominant, n'implique pas la disparition des fonctions naguères prioritaires, celle de la reproduction, celle de la formation des *élites* ; une université remplit des fonctions diverses qui ne sont pas simplement des *niveaux* mais des rôles souvent contradictoires par rapport à la société environnante, par rapport aussi à des strates de professeurs et de clientèles

étudiantes. Il y a là une diversification, différente de celle pour laquelle plaide Touraine, me semble-t-il, et qui interdit d'assigner un objectif d'ensemble au *contrôle* dont parle l'auteur. La dialectique du savoir et du pouvoir, de la connaissance et de l'idéologie déborde les cadres universitaires ; peut-être faudra-t-il même admettre que la délimitation d'un champ d'analyse en fonction d'une telle institution gêne l'élaboration d'une problématique adéquate. Ce n'est pas le moindre mérite de cet excellent ouvrage que de le suggérer.

Fernand DUMONT

*Sociologie,
Université Laval.*

KITSIKIS, Dimitri, *Le rôle des experts à la Conférence de la Paix de 1919. Gestation d'une technocratie en politique internationale*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1972.*

Le professeur Kitsikis est fort connu en France par ses nombreuses recherches historiques. Chacune de ses publications a été remarquée par la nouveauté du sujet et par la méthode employée. Tous les spécialistes connaissent son admirable *Propagande et pressions en politique internationale. La Grèce et ses revendications à la Conférence de la Paix, 1919-1920*, ouvrage publié en 1963 à Paris, aux Presses Universitaires de France. Le caractère pionnier de ce livre a été souligné par Pierre Renouvin et J.-B. Duroselle dans leur *Introduction à l'Histoire des relations internationales*.

La nouvelle étude de M. Kitsikis ne déçoit pas. « J'ai écrit ce livre pour essayer de combler une grave lacune », nous dit l'auteur. Force est de constater qu'il réussit à traiter du vaste problème du rôle de « d'aide à la décision » des experts, au cours d'une conférence internationale, dans un ouvrage concis, avec des exemples judicieusement choisis. Ouvrage difficile, fondé sur une vaste documentation et qui, pourtant, se

* Un premier compte rendu de cet ouvrage a paru dans *Études internationales*, vol. IV n° 4, décembre 1973. Sa nature polémique a suscité cette deuxième recension que nous publions ici.